

LES PASSAGES PRESSE DE LA LDH

DU 12 AU 18 AOÛT 2016

LIBERTÉS / DÉMOCRATIE

BURKINI

Nice Matin ; Monaco Matin
12.08.2016

« Un abus de droit » Dans un communiqué, le président de la section Cannes-Grasse de la LDH

« Un abus de droit » Dans un communiqué, le président de la section Cannes-Grasse de la LDH, Hervé Lavisson, réagit à l'arrêté de David Lisnard. « Il s'agit d'un abus de droit que nous nous réservons de porter devant les tribunaux (...) A quand une milice des mœurs comme au pays des Mollah ? (...) »

Nicematin.com
12.08.2016

Burkini interdit sur la plage : la LDH dénonce un « abus de droit » et envisage des poursuites

L'Express
12.08.2016

Le maire de Cannes interdit le burkini, deux associations vont saisir la justice
Le port du burkini est interdit depuis fin juillet sur les plages de Cannes et pourra être verbalisé par une amende de 38 euros. Deux associations ont annoncé qu'elles allaient saisir la justice en urgence.

Le Progrès
12.08.2016

Burkini interdit à Cannes : le maire poursuivi par deux associations

Le Collectif contre l'islamophobie en France et la Ligue des droits de l'Homme ont annoncé leur intention de poursuivre le maire de Cannes, David Lisnard. Ce dernier a publié un arrêté interdisant le port du burkini sur la plage. Le débat sur le port burkini fait rage après l'interdiction de Cannes.

Ledauphine.com
12.08.2016

Burkini interdit à Cannes : le maire poursuivi par deux associations

Deux associations, le Collectif contre l'islamophobie en France et la Ligue des droits de l'Homme, ont annoncé qu'elles comptaient poursuivre le maire de Cannes en justice.

Vosges Matin
12.08.2016

Burkini interdit à Cannes : le maire poursuivi par deux associations

Le Collectif contre l'islamophobie en France et la Ligue des Droits de l'Homme ont annoncé leur intention de poursuivre le maire de Cannes, David Lisnard. Ce dernier a publié un arrêté interdisant le port du burkini sur la plage.

Bfmv.com
12.08.2016

Arrêté antiburkini : la Ligue des droits de l'Homme va poursuivre le maire de Cannes

Reuters
12.08.2016

Plaintes contre l'interdiction du burkini à Cannes

Le Collectif contre l'Islamophobie en France (CCIF) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH) ont annoncé leur intention d'engager des

Lejdd.fr
12.08.2016

Interdiction du bukini à Cannes : on instrumentalise le principe de laïcité à des fins d'exclusions

Depuis le 28 juillet dernier, la ville de Cannes interdit l'accès aux plages aux personnes ayant une tenue non respectueuse des bonnes mœurs et de la laïcité. En ligne de mire: le burkini, cette combinaison portée par les femmes musulmanes.

Lemonde.fr
12.08.2016

Burkini : le Collectif contre l'islamophobie conteste l'arrêté cannois

Le Collectif contre l'is Média d'appel Islamophobie en France (CCIF) a annoncé, vendredi 12 août, qu'il avait saisi la justice en référé-liberté afin de contester l'arrêté municipal qui interdit le port du Burkini sur les plages cannoises.

20minutes.fr
12.08.2016

Cannes: deux associations vont poursuivre le maire pour son arrêté anti-burkini

La Ligue des droits de l'Homme dénonce, notamment, un «abus de droit» de la part du maire de Cannes... Mikael Libert Le « burkini » n'en finit plus de faire parler. L'arrêté municipal pris par le maire de Cannes, David Lisnard, contre les signes religieux « ostentatoires » des plages

AFP
12.08.2016

Arrêté anti-burkini à Cannes : politiques et associations s'indignent

L'interdiction du burkini sur les plages de Cannes (Alpes-Maritimes) jusqu'au 31 août, par un arrêté municipal du maire David Lisnard, suscitait vendredi de nombreuses réactions hostiles d'associations de défense des droits de l'Homme.

France24.com
12.08.2016

Arrêté anti-burkini à Cannes : deux associations saisissent la justice

Lefigaro.fr
12.08.2016

L'interdiction du burkini à Cannes contestée en justice

Les burkinis ne sont pas les bienvenus sur les plages de Cannes. La ville des Alpes-Maritimes a indiqué jeudi avoir interdit par arrêté municipal le port du burkini sur ses plages.

Capital.fr
12.08.2016

Plaintes contre l'interdiction du burkini à Cannes

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH) ont annoncé leur intention d'engager des actions en justice contre un arrêté de la mairie de Cannes qui interdit le burkini sur les plages jusqu'à la fin août.

Midi Libre
12.08.2016

Arrêté anti-burkini à Cannes : politiques et associations s'indignent

L'interdiction du burkini sur les plages de Cannes (Alpes-Maritimes) jusqu'au 31 août, par un arrêté municipal du maire David Lisnard, suscitait de nombreuses réactions hostiles d'associations de défense des droits de l'Homme ce vendredi 12 août.

La Croix
12.08.2016

Interdire le burkini, est-ce légal ?

Le maire LR de Cannes (Alpes-Maritimes) David Lisnard, a pris un arrêté interdisant sur les plages municipales le port du burkini. Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'université Paris Ouest-Nanterre La Défense (1), conteste les fondements juridiques d'une telle décision.

RFI.fr
12.08.2016

France : la ville de Cannes interdit le burkini sur ses plages

La ville de Cannes interdit désormais le burkini sur ses plages. Le maire Les Républicains David Lisnard a pris un arrêté le 11 août pour proscrire le port de cette tenue sur le sable cannois.

Mediapart.fr
12.08.2016

Plaintes contre l'interdiction du burkini à Cannes

Le Collectif contre l'Islamophobie en France (CCIF) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH) ont annoncé leur intention d'engager des actions en justice contre un arrêté de la mairie de Cannes qui interdit le burkini sur les plages jusqu'à la fin août.

20Minutes.fr
12.08.2016

Burkini interdit à Cannes : « On ne peut pas instaurer une police vestimentaire au nom de la laïcité »

Le maire de Cannes a pris un arrêté interdisant le port du maillot de bain intégral sur les plages cannoises... Anissa Boumediene Cachez ce burkini que l'on ne saurait voir.

Lemonde.fr
12.08.2016

Arrêté de la mairie de Cannes contre les vêtements religieux à la plage : ce que dit la loi

Le 28 juillet, le maire de Cannes, David Lisnard (Les Républicains), a pris un arrêté interdisant l'accès aux plages de la commune ainsi que la baignade des personnes n'ayant pas une « tenue respectueuse de la laïcité ».

L'Obs
12.08.2016

Plaintes contre l'interdiction du burkini à Cannes

Bbc.co.uk
12.08.2016

Cannes bans burkinis over suspected link to radical Islamism

Le Parisien ; Aujourd'hui en France
13.08.2016

L'arrêt burkini fait des vagues

Deux associations de défense des droits de l'Homme entendent saisir la justice contre l'interdiction annoncée du burkini, ce maillot qui couvre intégralement le corps, sur les plages de Cannes (Alpes-Maritimes) jusqu'au 31 août, par un arrêté municipal du 28 juillet du maire LR David Lisnard.

Le Figaro
13.08.2016

Plaintes contre l'interdiction du burkini à Cannes

Dernières nouvelles d'Alsace
13.08.2016

L'arrêté antiburkini de Cannes en justice

L'interdiction du burkini (maillot couvrant intégralement le corps) sur les plages de Cannes (Alpes-Maritimes) jusqu'au 31 août est contestée par des associations et responsables politiques. La Ligue des droits de l'Homme (LDH) estime que l'arrêté municipal du maire LR David Lisnard ...

Est Républicain ; Vosges Matin ; Journal de Saône-et-Loire ; Le Bien public ; Le Républicain Lorrain
13.08.2016

L'arrêté antiburkini devant la justice

L'interdiction du burkini (maillot couvrant intégralement le corps) sur les plages de Cannes (Alpes-Maritimes) jusqu'au 31 août est contestée par des associations et responsables politiques.

L'Echo
13.08.2016

Tenue de plage exigée

David Lisnard, maire LR de Cannes (Alpes-Maritimes), a pris le 28 juillet un arrêté municipal interdisant le port du « burkini », un maillot qui couvre intégralement le corps, sur les plages de la ville.

Le Progrès
13.08.2016

Polémique

L'arrêté antiburkini de Cannes devant la justice L'interdiction du burkini (maillot couvrant intégralement le corps) sur les plages de Cannes (Alpes-Maritimes) jusqu'au 31 août est contestée par des associations et responsables politiques.

Nice Matin ; Var Matin
13.08.2016

L'arrêté antiburkini du maire de Cannes divise

Il aura suffi d'un tweet pour que la Toile s'empare du sujet. Jeudi, Feiza Ben Mohamed, la porte-parole de la Fédération des musulmans du Sud, se fend d'un message en 140 caractères : « Qqn saurait me dire si cet arrêté de @davidlisnard est un fake ? Ça me paraît gros quand même... »

La Marseillaise
13.08.2016

David Lisnard, maire LR de Cannes (Alpes-Maritimes), a pris le 28 juillet un arrêté municipal interdisant le port du « burkini », un maillot qui couvre intégralement le corps, sur les plages de la ville.

La Matinale du Monde
13.08.2016

Arrêté de la mairie de Cannes contre les vêtements religieux à la plage : ce que dit la loi

Le 28 juillet, le maire de Cannes, David Lisnard (Les Républicains), a pris un arrêté interdisant l'accès aux plages de la commune, ainsi que la baignade des personnes n'ayant pas une « tenue respectueuse de la laïcité ».

Le Parisien.fr
13.08.2016

Deux associations s'opposent à l'interdiction du « burkini » sur les plages de Cannes

Le Monde
13.08.2016

Deux communes des Alpes-Maritimes interdisent le burkini

Alors que le maire (LR) de Cannes a pris un arrêté municipal le 28 juillet pour interdire le port du burkini sur la plage, la Ligue des droits de l'Homme a indiqué vendredi 12 août vouloir saisir la justice, tout comme le Collectif contre l'islamophobie en France, pour demander sa suspension.

Lefigaro.fr
13.08.2016

Cannes : la justice valide l'arrêté municipal interdisant le burkini

Le tribunal administratif de Nice a reconnu la validité de l'arrêté municipal pris par la mairie de Cannes interdisant le port du burkini sur les plages de la ville selon. Le juge des référés a donc décidé de rejeter la requête présentée vendredi 12 août par le Collectif contre l'islamophobie en

Lefigaro.fr
13.08.2016

La justice valide l'interdiction du port du burkini à Cannes

La décision du maire de Cannes dans les Alpes-Maritimes d'interdire sur ses plages le port du burkini n'a pas été rejetée par la justice

Normandie Actu
13.08.2016

L'interdiction du burkini à Cannes validée par la justice

Après l'arrêté municipal interdisant le port du burkini à Cannes et à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), des associations contre l'islamophobie ont saisi la justice.

Liberation.fr
13.08.2016

La justice valide l'arrêté « antiburkini » de Cannes

David Lisnard avant son élection à la mairie de Cannes, le 14 mars 2014. Le tribunal administratif a rejeté la demande de suspension de l'arrêté municipal interdisant certaines tenues sur les plages, rapporte Nice-Matin . Le juge des référés a rendu samedi une ordonnance dans ce sens.

L'Obs
13.08.2016

Burkini à Cannes : 5 questions pour comprendre la bataille juridique qui s'annonce

Le tribunal administratif de Nice a rejeté ce samedi 13 août la demande de suspension, en référé-liberté, de l'arrêté municipal pris le 28 juillet par la mairie de Cannes pour interdire la baignade en burkini sur ses plages.

Reuters
13.08.2016

Une demande de suspension d'un arrêt antiburkini rejetée

Boursorama.com
14.08.2016

La justice valide l'arrêté d'interdiction du « burkini » sur les plages de Cannes

Marianne2
14.08.2016

La justice confirme l'interdiction du burkini sur les plages de Cannes

Le juge des référés a validé la décision de la mairie de Cannes d'interdire le burkini sur ses plages, allant notamment dans le sens du risque de trouble à l'ordre public. En parallèle, la commune de Lionel Luca, dans les Alpes-Maritimes, a pris un arrêté similaire. Deux associations - le

Libération
15.08.2016

La justice valide l'arrêté cannois « antiburkini »

Le tribunal administratif a rejeté, samedi, la demande de suspension de l'arrêté municipal interdisant certaines tenues sur les plages cannoises.

France2.fr
15.08.2016

Quatre questions autour du port du burkini, interdit par plusieurs communes

Plusieurs communes ont pris des arrêtés pour interdire le port de ce maillot de bain islamique sur leurs plages, en évoquant un risque de trouble à l'ordre public. Mais que dit la loi ? Voici quelques éléments de réponse. Après Cannes et Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), au tour de Sisco.

Le Parisien ; Aujourd'hui en France
16.08.2016

Interdire le burkini, la solution ?

À qui le tour ? Hier, le maire PS de Sisco (Haute-Corse), Ange-Pierre Vivoni, a pris un arrêté interdisant le burkini sur les plages de sa commune, après les incidents violents de samedi (lire ci-contre), pour « protéger la population ». Il est le premier maire socialiste à prendre cette mesure

Reuters ; Mediapart
16.08.2016

Burkini-Chevènement prône la liberté sauf en cas de trouble public

Jean-Pierre Chevènement, pressenti pour prendre la tête de la fondation pour les œuvres de l'islam de France, a estimé...

Capital.fr
16.08.2016

Chevènement joue l'apaisement sur le burkini

Jean-Pierre Chevènement, pressenti pour prendre la tête de la fondation pour les œuvres de l'islam de France, a estimé mardi que les arrêtés antiburkini, pris par trois villes du sud de la France, pouvaient être légitimes en cas de trouble à l'ordre public.

Franceinfo.fr
16.08.2016

Arrêtés anti-burkini : « Des arrêtés de stigmatisation qui portent atteinte aux libertés individuelles (Ligue des droits de l'Homme) »

Les Echos ; La Semaine dans le Boulonnais ; L'indicateur Flandres Vallée de la Lys ; Journal des Flandres ; Le Phare dunkerquois ; Le Journal de Montreuil ; L'Echo de la Lys ; Le Réveil de Berck ; L'Avenir de l'Artois
16.08.2016

Le burkini bientôt interdit sur la plage

En pleine polémique autour de ce maillot de bain couvrant entièrement le corps, Daniel Fasquelle est sur le point de prendre une décision qui apparaît plus politique qu'opérationnelle. Le député-maire s'est confié dans les colonnes du Parisien sur sa vision du burkini.

RTL.fr
16.08.2016

Burkini : 4 points pour comprendre la polémique

Le burkini est au cœur de la polémique ces derniers jours. Mais qu'est-ce que cette tenue de baignade islamique? Depuis plusieurs jours, les esprits s'échauffent sur le burkini, sans savoir exactement ce que le terme recouvre. Qu'est-ce que cette tenue? D'où vient-elle et que dit la loi sur son

La Croix
16.08.2016

Interdire le burkini, est-ce légal ?

Le maire LR de Cannes (Alpes-Maritimes) David Lisnard, a pris un arrêté interdisant sur les plages municipales le port du burkini, rendu public le 11 août. D'autres maires l'ont imité ou annoncé la même intention, comme à Cîteaux, en Corse, ou au Touquet.

Euronews
16.08.2016

France : le burkini, un faux débat ?

Sujet majeur dans quel pays ? Touchez pour voir A gauche, un bikini. A droite, un burkini. On pourrait croire, à priori, que si l'un devait être accusé de ne pas être "correct et respectueux des bonnes mœurs", tel que décrit par l'arrêté municipal de Cannes, ce serait le premier. Il n'en est rien.

Lefigaro.fr
16.08.2016

Burkini : Sisco et sa «communauté de destin»

Une odeur de brûlé persiste près de la falaise surplombant l'étroite plage de galets. En contrebas, un couple fait bronzette. Seins nus pour madame.

Nicematin.com
16.08.2016

La Ligue des droits de l'Homme attaque l'arrêté anti-burkini de Villeneuve-Loubet

Tribune de Genève ; 24Heures
16.08.2016

Avec le burkini, les plages sont un champ de bataille

Islam en France Le burkini est devenu en France l'ennemi public numéro 1. Ou du moins la controverse de cette première quinzaine d'août. Le burkini est devenu en France l'ennemi public numéro 1.

L'actu
17.08.2016

Interdiction du burkini sur plusieurs plages

Les villes de Villeneuve-Loubet et de Cannes viennent d'interdire sur leurs plages le port de vêtements de bain « religieux », comme le burkini (L'ACTU n° 5054). Après une altercation sur une plage, la mairie de Sisco a fait de même. Elles évoquent un risque de trouble à l'ordre public.

La Croix ; La-croix.com
17.08.2016

Seule la dissimulation intégrale du visage est interdite en France
L'arrêté repose sur l'ordre public, l'hygiène, la laïcité et les bonnes mœurs. En l'état de la jurisprudence, ces notions ne permettent pas l'interdiction générale sur une plage du port d'une tenue manifestant de manière ostentatoire l'appartenance à une religion ...

L'Humanité
17.08.2016

Burkini : la droite attise les provocations
La droite de la droite adore le burkini. Elle raffole de ce sujet, qui obsède les élus LR les plus droitiers depuis plusieurs jours. Après David Lisnard, maire LR de Cannes, les maires de Mandelieu-la-Napoule, de Villeneuve-Loubet, c'est au tour du maire du Touquet, Daniel Fasquelle, ...

France Info
16.08.2016

Burkini : son interdiction est « une stigmatisation » pour Michel Tubiana ...

L'Indépendant ; Midi Libre
17.08.2016

La Ligue des droits de l'Homme dénonce ces arrêtés municipaux
Présidente départementale de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), Anne Gaudron dénonce l'arrêté municipal prononcé par le maire LR de Cannes, suivi depuis par le maire de Leucate.

Le Figaro
17.08.2016

Burkini : Sisco et sa « communauté de destin»
Après les heurts à la suite d'un possible différend autour de la tenue de bain islamique, les habitants du village brandissent un concept nationaliste censé régir les règles du vivre ensemble en Corse.

La Dépêche
17.08.2016

Jean-François Mignard, secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme nous explique
« Le burkini et ce qu'il symbolise, cela regarde celles qui le portent. En revanche, nous, nous sommes contre une réglementation qui dirait si l'on doit être habillé ou pas pour se baigner... »

Le Réveil de Berck ; Le Journal de Montreuil ; Les Echos du Touquet
17.08.2016

Le burkini bientôt interdit sur la plage « à titre préventif »
Cachez-moi ce burkini que je ne saurais voir. En pleine polémique autour de ce maillot de bain couvrant entièrement le corps, Daniel Fasquelle est sur le point de prendre une décision qui apparaît plus politique qu'opérationnelle. Le député-maire s'est confié dans les colonnes du Parisien sur sa

Nice Matin ; Var Matin
17.08.2016

Interdiction du burkini : la Côte au cœur du débat
En cette semaine de mi-août, la polémique sur le burkini est partout, jusque dans la presse étrangère, qui s'intéresse au cas français. Marseille, Cannes, Villeneuve-Loubet, Sisco : c'est dans le sud-est, pour des raisons à chaque fois différentes, qu'a explosé ce nouveau débat...

Nice Matin ; Var Matin
17.08.2016

Pour « Cet arrêté est discriminatoire et illégal » Hervé Lavisson, de la Ligue des droits de l'Homme - Contre « Pour prévenir un apartheid vestimentaire » Lionel Luca, maire (LR) de Villeneuve-Loubet
Hervé Lavisson préside la section Cannes-Grasse de la Ligue des droits de l'Homme. Pourquoi avez-vous attaqué l'arrêté pris le 5 août par Villeneuve-Loubet ? Nous avons choisi d'attaquer celui-ci plutôt que l'arrêté de Cannes pour des raisons de délai. Mais l'objectif est de l'attaquer sur le fond.

Ladepeche.fr
17.08.2016

Le débat qui divise la société
Ils sont pour interdire Pour Lionel Luca, député Les Républicains des Alpes-Maritimes et maire de Villeneuve-Loubet, plus question de transiger. Il est l'un des élus à avoir pris un arrêté municipal d'interdiction du burkini. « Le burkini n'a aucun sens, c'est une provocation idéologique », estime

Bfmtv.com
17.08.2016

Burkini : déjà des femmes verbalisées après la prise d'arrêté par plusieurs villes

La Tribune de Genève ; 24Heures
17.08.2016

Avec le burkini, les plages sont un champ de bataille
Le burkini est devenu en France l'ennemi public numéro 1. Ou du moins la controverse de cette première quinzaine d'août après que trois mairies (dont celle de Cannes), peut-être quatre bientôt, ont interdit le burkini sur leurs plages.

Liberation.fr
17.08.2016

Valls « participe à la stigmatisation » des musulmans, dénonce la LDH

Lhumanite.fr
17.08.2016

Burkini. Comme à son habitude le Premier ministre ajoute de la tension au grotesque (LDH)

Liberation.fr
17.08.2016

Le CCIF va attaquer les mairies interdisant le burkini

Sur la plage des Catalans, à Marseille, aucun incident de « type religieux » n'a été recensé à ce jour. Plusieurs mairies côtières de France, des Alpes-Maritimes à la Corse en passant par le Pas-de-Calais, ont pris ces derniers jours des arrêtés pour interdire le port du burkini, une tenue de plage...

AFP ; Liberation.fr ; L'Obs ; Le Point.fr ;
Boursorama.com ;
17.08.2016

Burkini : le CCIF et la LDH à l'offensive contre les arrêtés municipaux

Paris, 17 août 2016 (AFP) -Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) attaqua devant les juridictions locales tous les arrêtés municipaux interdisant le port du burkini à la plage, tout comme la Ligue des droits de l'Homme (LDH), a appris l'AFP mercredi auprès des deux organisations.

Lemonde.fr
17.08.2016

Arrêté « anti-burkini » à Villeneuve-Loubet : le tribunal administratif de Nice saisi

Le débat sur le « burkini » va se poursuivre devant le tribunal administratif de Nice, qui a été saisi d'un nouveau recours déposé par Me Patrice Spinosi au nom de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) contre l'arrêté municipal pris le 5 août par le maire de la commune de Villeneuve-Loubet...

La Semaine de Nancy
18.08.2016

Jusqu'où peut aller la maladresse ?

Les propos de Jean-Pierre Arbey, délégué Les Républicains pour la deuxième circonscription provoquent des réactions indignées. Où se situe la frontière entre idéologie et maladresse ? Peut-on invoquer la deuxième pour tenter de masquer la première ? En postant sur sa page Facebook ce commentaire en

L'Echo
18.08.2016

Des arrêtés attaqués devant la justice, le conseil d'État va être également saisi

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) attaqua tous les arrêtés municipaux interdisant le port du burkini à la plage, tout comme la Ligue des droits de l'Homme (LDH). « Nous irons devant les juridictions locales dans toutes les villes où des arrêtés ont été pris »....

Le Progrès de Fécamp ; Paris
Normandie ;
18.08.2016

Valls s'invite dans la polémique sur le burkini

Derrière le burkini, tenue de plage couvrant le corps et la tête des femmes, il y a, selon Manuel Valls, « l'idée que par nature les femmes seraient impudiques, impures, qu'elles devraient donc être totalement couvertes ». « Ce n'est pas compatible avec les valeurs de la France et de la République.

RFI.fr
19.08.2016

France : Manuel Valls «comprend» les maires qui interdisent le burkini

« Je comprends les maires qui, dans ce moment de tension, ont le réflexe d'éviter des troubles à l'ordre public », affirme le Premier ministre. Le soutien de Manuel Valls est donc clair, mais à une condition : que les élus soient « motivés par la volonté d'encourager le vivre ensemble, ...

Le Bien public ; Dernières nouvelles d'Alsace (DNA) ; Le Journal de Saône-et-Loire ; Le Républicain lorrain ; L'Alsace ; Le Progrès ; Vosges matin ; L'Est républicain ;
18.08.2016

Le burkini dans le trop-plein politique et le vide juridique

Après Cannes, Villeneuve-Loubet Mandelieu-La Napoule, le burkini a été interdit de baignade par la commune du Cap-d'Ail (Alpes-Maritimes), limitrophe de la principauté de Monaco.

Vaucluse matin ; Dauphiné libéré ;
18.08.2016

Le burkini coincé entre le trop-plein politique et le vide juridique

De nouvelles communes balnéaires interdisent le burkini. Le Premier ministre soutient les maires « au nom des valeurs de la République » mais ne veut pas de loi. Le vide juridique persiste en attendant les décisions de la justice administrative. Après Cannes, Villeneuve-Loubet, Mandelieu-La-Napoule,

Le Courrier de l'Ouest
18.08.2016

Des recours contre l'interdiction

Le Collectif contre l'islamophobie en France va attaquer devant les juridictions locales tous les arrêtés municipaux interdisant le port du burkini à la plage. La Ligue des droits de l'Homme entend elle aussi attaquer ces textes, jusqu'à ce que le Conseil d'Etat, plus haute juridiction...

La Nouvelle République
18.08.2016

Le Collectif contre l'islamophobie en France et la Ligue des droits de l'Homme ont confirmé mercredi

Le Collectif contre l'islamophobie en France et la Ligue des droits de l'Homme ont confirmé mercredi leur intention d'attaquer devant les juridictions locales tous les arrêtés municipaux interdisant le port du burkini à la plage. Et ce jusqu'à ce que le Conseil d'État, plus haute juridiction

Centre presse
18.08.2016

Valls soutient les arrêtés antiburkini

On avait l'avis de Laurence Rossignol, ministre en charge des Droits des femmes, qui a jugé mardi le burkini « profondément archaïque » et appelé à combattre son port « sans arrière-pensée ». Mercredi, le Premier ministre est allé à son tour dans ce sens, au risque de susciter l'hostilité d'une

La Marseillaise
18.08.2016

Paca

Paca Procédure de la LDH contre l'arrêté du maire de Cannes. La Ligue des Droits de l'Homme réagit vivement à l'interdiction de baignade arrêtée par le maire de Cannes. Dans un communiqué, la LDH souligne : « Le maire de Cannes vient d'interdire l'accès aux plages de cette commune et la baignade aux... »

La Marseillaise
18.08.2016

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) attaquera tous les arrêtés municipaux du burkini à la plage, tout comme la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

Corse Matin
18.08.2016

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) attaquera devant les juridictions locales tous les arrêtés municipaux interdisant le port du burkini à la plage, tout comme la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

Lanouvelerépublique.fr
18.08.2016

A suivre

Le Collectif contre l'islamophobie en France et la Ligue des droits de l'Homme ont confirmé mercredi leur intention d'attaquer devant les juridictions locales tous les arrêtés municipaux interdisant le port du burkini à la plage. Et ce jusqu'à ce que le Conseil d'État, plus haute juridiction...

Sud Ouest
18.08.2016

Burkini : les dessous de la polémique

Qu'est-ce, exactement, que le burkini ? Le mot est d'invention récente. Contraction de burqa et de bikini, ce vêtement de bain qui, telle une combinaison de plongeur, couvre l'intégralité du corps à l'exception du visage, des mains et des pieds, a été créé dans les années 2000,...

La Matinale du Monde ; Lemonde.fr ; Le Monde ;
18.08.2016

Burkini : « Ils veulent qu'on soit invisibles »

Les Saoudiennes. A-t-on seulement vu les Saoudiennes ? Celles qui sortent des limousines pour s'engouffrer dans les palaces de la Croisette et ne ressortent que pour plonger dans les boutiques de luxe qui longent la baie de Cannes (Alpes-Maritimes) ? Celles-là ont tous les droits, Aïcha et Bouchra...

france3-regions.francetvinfo.fr
18.08.2016

La Ligue des droits de l'Homme attaque l'arrêté pris par le maire de Sisco

La Ligue des droits de l'Homme va déposer un recours devant le tribunal administratif de Bastia contre l'arrêté pris par le maire de Sisco. Joint par France 3 Corse ViaStella, le président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme, Michel Tubiana, a annoncé que l'organisation allait déposer devant...

Corse net infos
18.08.2016

Sisco et la LDH Corsica : " La priorité doit être donnée à la recherche de la vérité par la justice "

Corsematin.com ; Corse Matin
18.08.2016

Burkini interdit à Sisco : réaction de la LDH

Au moins l'une des femmes présentes samedi était voilée. En revanche, aucun élément n'étaye la thèse d'un burkini. La Ligue des droits de l'Homme a tenu s'exprimer après la décision du maire de Sisco d'interdire l'accès aux plages n'ayant pas une tenue correcte, respectueuse des bonnes moeurs ...

CORSE

France3.fr
15.08.2016

La LDH et Solidarità contre l'inscription des prisonniers politiques au fichier antiterroriste

La Ligue des Droits de l'Homme et Solidarità tenaient une conférence de presse en compagnie de l'ancien détenu, Jean-Marc Dominici, lundi 15 août, à Aléria, pour dénoncer l'inscription des prisonniers politiques corses au fichier mis en place par l'Etat le 1er juillet dernier.

Corse Matin ; Corsematin.com
17.08.2016

Je ne veux pas d'une épée de Damoclès au-dessus de la tête
Ses avocats ont déposé un recours. Et il a reçu le soutien de la Ligue des droits de l'Homme, de l'associu Sulidarità et de plusieurs élus, toutes sensibilités confondues. Jean-Marc Dominici est l'un des trois condamnés insulaires à s'être vu notifier leur inscription au fichier judiciaire national...

Maghreb Arabe Presse (Map)
18.08.2016

France : plusieurs associations saisissent la justice pour contester un arrêté interdisant la baignade aux femmes portant le burkini
Plusieurs associations ont saisi la justice afin de contester un arrêté pris par le maire de Cannes, David Lisnard, interdisant la baignade aux femmes portant le burkini .

RACISME ET ANTISÉMITISME

XENOPHOBIE

Rfi.fr
14.08.2016

France : violente rixe en Corse

Ce dimanche 14 août, 500 personnes environ se sont rassemblées à Bastia au lendemain d'une violente rixe entre membres des communautés corse et maghrébine dans la petite station balnéaire de Sisco, dans le nord-est de l'île.

L'Humanité
16.08.2016

A Sisco, en Corse, une rixe de plage révélatrice de ruptures

Le récit de la violente rixe qui a opposé ce week-end des habitants de Sisco (Haute-Corse), un village du cap Corse, à des familles maghrébines d'un quartier populaire de Bastia interroge sur les dangers qui, dans l'île et sur le continent, pèsent sur la paix sociale.

DISCRIMINATIONS

Lefigaro.fr
15.08.2016

Violence anti-asiatique : où sont passés les antiracistes ?

Il est des dénis qui passent de plus en plus mal. Des dénis à présent difficiles à nier. Des dénis plus faciles à dénoncer. Et à démontrer. Il en est ainsi de la discréption avec laquelle l'antiracisme subventionné traite le sort funeste de la communauté chinoise de Paris et de sa banlieue.

ROMS

La Marseillaise
18.08.2016

Marseille : les familles Roms du squat de la rue de Lyon expulsées

Vers 7h, la police nationale est intervenue pour restituer son bien au nouveau propriétaire. MG. Friche du garage Ford, le 64 rue de Lyon à Marseille, occupé depuis près d'un an par des familles Roms, a été évacué ce jeudi matin.

DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

LOGEMENT

La Dépêche du Bassin
18.08.2016

« Des appels à l'aide croissants pour des problèmes de logement »

Le tout jeune collectif pour le logement et l'hébergement du Bassin tire la sonnette d'alarme. Les difficultés pour se loger sont croissantes sur le territoire et les solutions temporaires, progressivement fermées... Chacun dans leur coin, ils œuvrent en faveur des migrants, des sans-domicile, ...

DROITS DES ÉTRANGERS

DROIT D'ASILE

Ouest France
12.08.2016

Une famille expulsée de son logement

La rue Malsherbes est calme, ce jeudi matin. Cinq policiers et un commissaire attendent devant la porte d'une résidence. Face à eux, un petit attrouement d'une vingtaine de personnes s'est formé. Ils représentent les associations locales de la Cimade, la Ligue des droits de l'Homme...

Ouest France
17.08.2016

À La Roche-sur-Yon, une famille algérienne expulsée de son logement

La Roche-sur-Yon. Ce mercredi, un couple Kabyle et ses trois enfants ont été expulsés de leur hébergement d'urgence réservé aux demandeurs d'asile. L'expulsion a eu lieu à 14 h, sous escorte policière. Un couple algérien et ses trois enfants de 2, 4, et 7 ans ont été sommés de quitter leur logement...

Le Journal du Pays Yonnais
18.08.2016

Une famille expulsée

Jeudi 11 août au matin, un couple de Géorgiens et leurs trois enfants, réfugiés politiques étaient expulsés de leur domicile. Les militants, incrédules, étaient venus les soutenir. Les militants et la mère de famille à sa sortie de l'appartement. La Cimade, Welcome Vendée,...

Ouest France
17.08.2016

Une famille algérienne expulsée

L'expulsion a eu lieu à 14 h, sous escorte policière. Un couple algérien et ses trois enfants de 2, 4, et 7 ans ont été sommés de quitter leur logement de la rue Roger-Salengro. Un hébergement d'urgence géré par l'association Passerelles.

POLITIQUE DE L'IMMIGRATION

Sud Ouest
18.08.2016

L'accueil des réfugiés, un travail collectif

Depuis le mois de novembre, le collectif Solidarité migrants, né d'un mouvement national, soutient la cause des réfugiés, accompagné dans son travail par la section de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) de Sarlat, présidée par Jean-Marie Lelièvre. Le collectif s'appuie également

VIE DES SECTIONS

Midi Libre
15.08.2016

Haut-Languedoc

Éolien : le ton monte à Albine La Ligue des droits de l'Homme se mêle au débat. La section de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) Saint-Pons-de-Thomièvre/Hauts cantons déplore ce qu'elle appelle les « disparitions » successives, sur le territoire d'Albine, de deux militants contre l'éolien...

147 articles

Les passages presse de la LDH

Service communication LDH - 01 56 55 51 08
communication@ldh-france.org
138, rue Marcadet - 75018 Paris

